

Situation de l'industrie agro-alimentaire et perspectives de développement

Bode R.

in

Lerin F. (ed.), Civici A. (ed.).
L'Albanie, une agriculture en transition

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 15

1997

pages 171-176

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=C1970329>

To cite this article / Pour citer cet article

Bode R. **Situation de l'industrie agro-alimentaire et perspectives de développement**. In : Lerin F. (ed.), Civici A. (ed.). *L'Albanie, une agriculture en transition*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 171-176 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 15)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Situation de l'industrie agro-alimentaire et perspectives de développement

Ridvan Bode

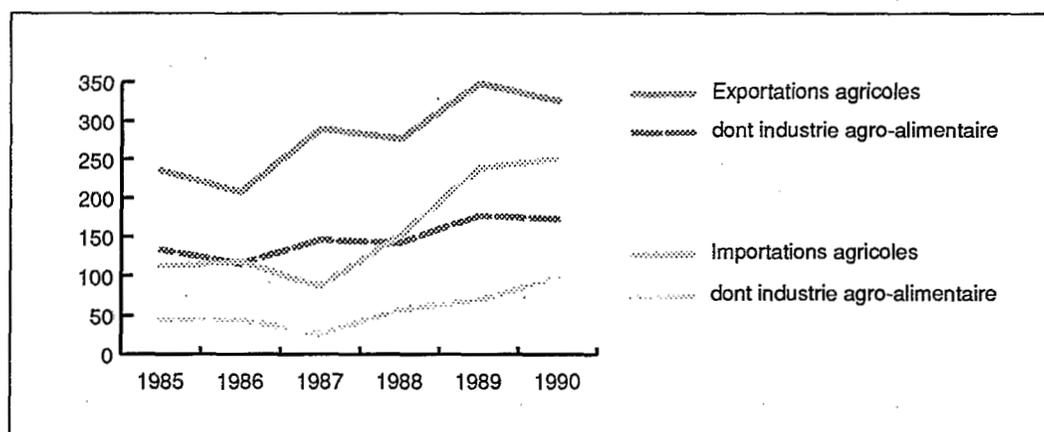
Université agricole de Tirana, Tirana (Albanie)

I - L'héritage

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'industrie alimentaire a été l'une des branches importantes de l'industrie albanaise. Dans les années 1980, alors qu'elle était définie comme prioritaire, elle produisait le quart de la valeur totale de la production industrielle. Elle transformait environ 50% de la consommation alimentaire nationale, mais en raison de difficultés techniques et de l'absence de matières premières elle ne pouvait, vers la fin des années 1980, fonctionner à pleine capacité. Bien que le niveau de production ne soit pas suffisant pour assurer une satisfaction des besoins réels de la population, le régime communiste avait cependant réservé une partie des activités de cette branche à l'exportation, pour assurer certains équilibres macro-économiques, provoquant un état de quasi-pénurie alimentaire dans le pays.

Tableau 1/Figure 1. Import./export. agricoles et agro-alimentaires (1985-1990) (millions de leks)

Années	Importations agricoles	dont industrie agro-alimentaire	Exportations agricoles	dont industrie agro-alimentaire
1985	112,04	44,14	235,51	132,59
1986	117,81	43,47	207,07	114,72
1987	86,70	25,84	289,17	146,32
1988	151,03	56,94	276,69	141,94
1989	238,00	68,54	347,81	176,69
1990	251,55	98,61	326,32	172,63



A la veille de la réforme économique, l'industrie était totalement sous le contrôle de l'Etat et visait surtout à assurer l'autosuffisance alimentaire du pays sur la base d'une technologie ancienne et non compétitive. Elle a atteint son point le plus bas durant les années 1990-92, quand presque toutes les entreprises ont suspendu leurs activités, en raison de la concurrence des marchandises étrangères importées, de l'absence de matières premières et de l'incapacité de renouveler le matériel.

Parmi les causes principales du blocage de l'activité agro-industrielle on peut citer :

- ❑ **Le changement d'orientation de la politique agricole et le début de la réforme agricole** qui se sont accompagnés d'une chute sensible de la production. Les données statistiques de 1991 montrent une chute de 24% de la production agricole brute. La petite taille des nouvelles exploitations et leur repli autarcique ont conduit à des modifications de l'utilisation des terres, interdisant ainsi l'approvisionnement des industries.
- ❑ **La désorganisation des marchés des produits agro-alimentaires et des inputs** qui ont fait partie, dès le début, du processus de libéralisation et de privatisation.

Le désengagement de l'Etat, résultat de l'abandon de l'ancien système de planification étatique, a conduit à la destruction des monopoles et à l'abandon des règles juridiques correspondantes. Les principes de concurrence ont prévalu pour toutes les activités économiques. Les unités de stockage ou de première transformation des produits de l'agriculture et de l'élevage se sont ainsi transformées en sociétés commerciales privées libres de fixer leurs tarifs en fonction des niveaux d'offre et de demande. Dans la plupart des cas, elles se sont transformées en véritables sociétés commerciales qui n'ont pas maintenu leurs liens avec l'agriculture et ses produits. Il en est allé de même pour le marché des équipements et des intrants.

- ❑ **La non protection du marché intérieur et la concurrence des marchandises importées.** La politique libérale adoptée et le manque de produits agricoles ont conduit à une invasion de marchandises venues de l'étranger, à des prix que les producteurs albanais ne pouvaient suivre. Les coûts intérieurs ont en effet considérablement augmenté en raison de la hausse des prix des inputs et des coûts de transport. Les produits albanais ne pouvaient pas non plus affronter la qualité des produits importés (standards, emballage, degré de transformation...).

Contrairement à ce qui a eu lieu dans les autres pays de l'Europe de l'Est, où la demande s'est effondrée, en Albanie celle-ci n'a cessé de croître : avant la réforme, le revenu par habitant a diminué à un rythme de 2,47% par an (moyenne 1980-1990), alors qu'après la réforme, il a augmenté de 1,07%/an. L'argent rapatrié par l'émigration (environ 500 millions de US\$/an) a joué un rôle important dans ce sens. Mais les IAA nationales n'ont pas pu, pour les raisons déjà citées, profiter de cette croissance du marché.

- ❑ **La difficulté de reprendre les investissements dans cette étape initiale.** Les grandes difficultés économiques du début de la réforme de l'économie albanaise sont dues au fait que cette transformation économique et politique radicale a commencé à une époque où la crise économique intérieure avait atteint un point culminant. Le grand déficit budgétaire et de la balance des paiements, l'inflation monétaire galopante, etc., ont quasiment rendu impossible l'utilisation de crédits étrangers. Bien que considérée comme une branche importante pour l'économie albanaise et bien qu'elle ait bénéficié de dispositions réglementaires et fiscales favorables à l'installation de sociétés à capitaux mixtes, la situation du secteur était telle qu'il n'était pas en mesure d'accueillir les capitaux importants nécessaires, ni de renouveler ses technologies. Pour le capital national accumulé dans la période initiale par les nouveaux hommes d'affaires, cette branche n'était pas la plus profitable (importance des fonds nécessaires et basse circulation du capital). Leur activité s'est orientée plutôt vers d'autres branches de l'économie telles que le tourisme et le commerce.

II – La situation de l'agro-industrie dans les premiers temps de la transition

Malgré les efforts de réactivation entrepris, la situation actuelle de l'agro-industrie peut être présentée de la manière suivante.

1. Stockage, transformation et distribution des céréales

Ce secteur reste encore présent dans tous les districts du pays. Il approvisionne les meuneries ainsi que les populations rurales dont la production est insuffisante. Il permet également la constitution de réserves hivernales. Au cours des deux ou trois dernières années, ce secteur a eu comme activité principale le

stockage et la distribution de céréales et de farine importées dans le cadre de l'aide internationale. Le stockage pour les producteurs privés est resté une tâche de seconde importance. En 1994, la quantité de blé stocké a été seulement de 9 000 tonnes par rapport à une capacité d'environ 500 000 tonnes.

Cet effondrement du stockage correspond au fait que le stockage individuel, à la ferme, s'est généralisé et qu'il y a eu un déplacement des productions au détriment des céréales vers des cultures plus intensives et plus rémunératrices, notamment l'élevage. Il faut aussi noter qu'une bonne partie des unités de stockage privatisées ont changé de fonction. La privatisation dans ce secteur sera bientôt achevée.

Les dernières évolutions de la conjoncture sur le marché mondial des céréales, avec une croissance sensible des prix, offrent des possibilités de réactivation du secteur, au moins pour la satisfaction des besoins intérieurs.

La meunerie est composée d'un ample réseau de fabriques dans les zones urbaines et de moulins primitifs dans les zones rurales. La technologie est très arriérée et peu compétitive, tant du point de vue de la rentabilité que de la qualité. En revanche, les bâtiments sont solides et offrent des possibilités de reprise. Plus du tiers de ces bâtiments ont été privatisés et le processus continue. De nouveaux investissements ont été faits dans les zones rurales où la meunerie est souvent combinée avec la production de pain. Les capacités de transformation varient de 10 à 35 q/24 h et la technologie est avancée.

Dans les zones urbaines la faillite de cette branche est, comme nous l'avons déjà dit, le résultat de la diminution de la production nationale de blé et de l'importation de quantités considérables de farine (en 1994 on a importé 190 000 tonnes de farine, soit presque 30% des besoins du pays).

Les boulangeries ont été un des premiers secteurs où les privés ont investi. Il peut, pour cette raison, être considéré comme stabilisé. La concurrence s'exerce sur les prix et sur les qualités, le secteur étant composé d'un grand nombre de fours (boulangeries), petits et moyens, et non de grandes concentrations monopolistiques. Outre les investissements considérables faits par les investisseurs privés dans ce secteur, l'Etat a obtenu une série d'aides ou de crédits (12 lignes avec la Turquie pour un montant d'environ 1 million d'US\$; 40 lignes de la Grèce, etc.). Le nombre total de boulangeries en 1994 atteignait 1300, dont 50% en zones urbaines. Malgré ce développement, la pénétration en zones rurales est faible et, par conséquent, la fabrication du pain demeure un attribut de la ferme. Signalons enfin que l'existence d'un prix plafond pour le pain pose de nouveaux problèmes pour ce secteur, parce que les prix des matières premières et des matériaux influent sur les marges, les standards et la qualité.

L'industrie des pâtes alimentaires était auparavant une activité importante, mais avec des produits de basse qualité. C'est une des premières qui a fait faillite face à la concurrence des marchandises étrangères. Actuellement l'activité de ce secteur est rudimentaire, avec de petits investissements.

2. Stockage, transformation et distribution du lait et de ses dérivés

A la veille de la réforme, le stockage et la transformation du lait étaient concentrés dans 25 grandes fabriques étatiques et environ 450 laiteries coopératives. Il existait aussi une transformation familiale avec des quantités très limitées là où l'on avait autorisé l'existence d'un cheptel limité. Avec la destruction des coopératives agricoles et des entreprises d'Etat, ces laiteries ont fait faillite et cette fonction est revenue aux familles paysannes qui, grâce à la transformation du lait, visent à satisfaire leurs besoins, à se protéger d'un marché où la demande et les prix sont instables et aussi à augmenter le degré d'utilisation de la main-d'œuvre dans l'exploitation.

Dans un premier temps, il n'y a pas eu de problèmes pour ce secteur dont l'offre a été assurée par les nouvelles petites exploitations. Mais rapidement la réorganisation des entreprises de transformation est devenue indispensable à cause de la croissance rapide de la production de lait, et des pertes économiques considérables dues à l'utilisation de techniques paysannes élémentaires. Actuellement, bien que la consommation de lait frais ait doublé depuis 1990 (environ 440 000 tonnes de lait, soit 140-150 l/tête), les quantités transformées sont encore insuffisantes (200 000 tonnes, soit 30% de la production pour l'année 1994). Actuellement seulement trois des ex-usines privatisées fonctionnent et la remise en route des autres, selon les calculs faits par le ministère de l'Agriculture, nécessiterait environ 8 millions de \$, soit 300-400 000 \$ par usine.

Cette branche a attiré l'attention et l'intérêt des investisseurs étrangers. Ainsi une unité de production d'une capacité de 30 tonnes/jour a été mise en service en 1996, à la suite d'un investissement mixte allemand-albanais d'une valeur de 6,2 millions de DM (et d'une aide du gouvernement allemand).

3. Stockage et transformation des fruits et des légumes

Pour ce qui concerne les fruits, l'effondrement de ce secteur est dû principalement à la destruction massive des arbres fruitiers durant la privatisation, particulièrement en 1990-92. La recomposition de cette capacité productive, condition de la relance des IAA dans le secteur, prendra du temps (voir dans ce même numéro l'article de Petri Rama sur l'arboriculture).

Dans le cas des légumes, les perspectives sont plus favorables. Selon les données du ministère de l'Agriculture, la capacité existante de ce secteur peut aller jusqu'à 40 000 tonnes de produits transformés par an, mais les technologies actuelles sont défavorables.

L'augmentation de la capacité de traitement des légumes est une nécessité de court terme. Actuellement, l'agriculture peut mettre à la disposition de cette industrie 50 à 60 000 tonnes de produits qui, faute de débouchés, sont négligés ou perdus sur les exploitations.

4. Quelques autres secteurs de l'agro-industrie

A. L'industrie viticole et des boissons alcooliques et non alcooliques

Elle était organisée dans des ateliers avec une technologie traditionnelle dans 23 districts du pays. Sa capacité de transformation était d'environ 43 000 tonnes de raisin, dont 30% destinées au vin et le reste aux alcools et jus de fruits. Après 1992, la faible partie des activités qui a pu survivre, soit a employé des matières premières importées, soit a directement importé des produits semi-finis ne s'occupant que de l'emballage et de la distribution. Actuellement, tenant compte de la demande importante, on a réhabilité cinq à six unités disposant de capacités considérables. Il existe également des petits ateliers artisanaux, dont la production est compétitive face aux produits importés pour ce qui concerne la qualité, mais pas en termes de diversité, ni de présentation. Telles sont par exemple les deux brasseries de Tirana et de Korçë, les caves à vin de Durrës, de Librazhd, etc.

B. L'industrie sucrière

Basée sur l'emploi de la betterave, elle était concentrée dans une seule usine, à Maliq (région de Korçë). Cette usine a fait faillite à cause de sa technologie très arriérée, datant d'une cinquantaine d'années. La réhabilitation était impossible étant donné la faiblesse des rendements : environ 6-7 kg de sucre par quintal de betterave, alors que d'autres pays arrivent à extraire 13 à 16 kg/q. Dans de telles conditions, les spécialistes ont jugé que l'importation de sucre était préférable. Cependant, parce que cette industrie conditionne aussi la reprise d'une partie de l'activité de production d'alcools, des recherches d'investisseurs sont actuellement en cours.

Les industries de transformation du **tabac**, des **textiles**, des **olives**, etc., ont subi le même sort.

En conclusion, on peut dire que l'industrie alimentaire est l'une des branches économiques qui a maintenu son activité dans le pays, bien qu'à un niveau très réduit. Elle a cherché à s'adapter aux nouvelles conditions de marché et, compte tenu du fait qu'elle offre la possibilité d'investissements de taille petite et moyenne, sa réhabilitation paraît plus rapide que celle d'autres secteurs de l'industrie albanaise.

III – La nécessité immédiate d'une relance de l'industrie agro-alimentaire

Bien qu'il y ait eu quelques hésitations, au début du processus de transition, sur la politique agricole, l'on peut tenter de résumer les principaux objectifs de court terme adoptés de la manière suivante :

- contrôler l'exode rural** qui aurait aggravé les problèmes du chômage urbain créé par la réforme économique, et celui de l'urbanisation ;

- ❑ **assurer l'autosuffisance alimentaire** en réorganisant l'agriculture, les IAA, le régime des échanges, la commercialisation et les infrastructures ;
- ❑ **ouvrir l'économie vers «l'occident»** dont est attendu le renouvellement technologique et l'augmentation des investissements. Des incitations et des avantages fiscaux sont accordés aux IAA à capitaux mixtes (exemptions d'impôts sur les profits notamment).

La stratégie de moyen terme prévoit la réalisation des objectifs suivants :

- ❑ **la restauration des niveaux de production** grâce à la réforme foncière, à la reconstitution des infrastructures d'irrigation, au réapprovisionnement en intrants et à la réforme des IAA ;
- ❑ **le renforcement des mécanismes de marché**, notamment l'établissement, par des mécanismes offre/demande, de relations contractuelles entre les acteurs économiques du secteur ;
- ❑ **l'intégration aux marchés agricoles ouverts** : la modernisation rapide de l'agriculture est conditionnée par son intégration au marché international et la création d'entreprises efficaces dans le domaine du stockage, de la transformation et de la distribution des produits agricoles ;

Comme on le voit, la réalisation des objectifs de court ou de moyen terme dans le secteur de l'agriculture est pour partie fonction de la situation et des capacités de l'agro-industrie. Bien que, sur le plan micro-économique, il existe d'évidents problèmes d'adaptation des nouvelles structures aux conditions de l'économie de marché, il existe aussi d'évidentes traces de réadaptation du secteur, notamment dans les systèmes de culture.

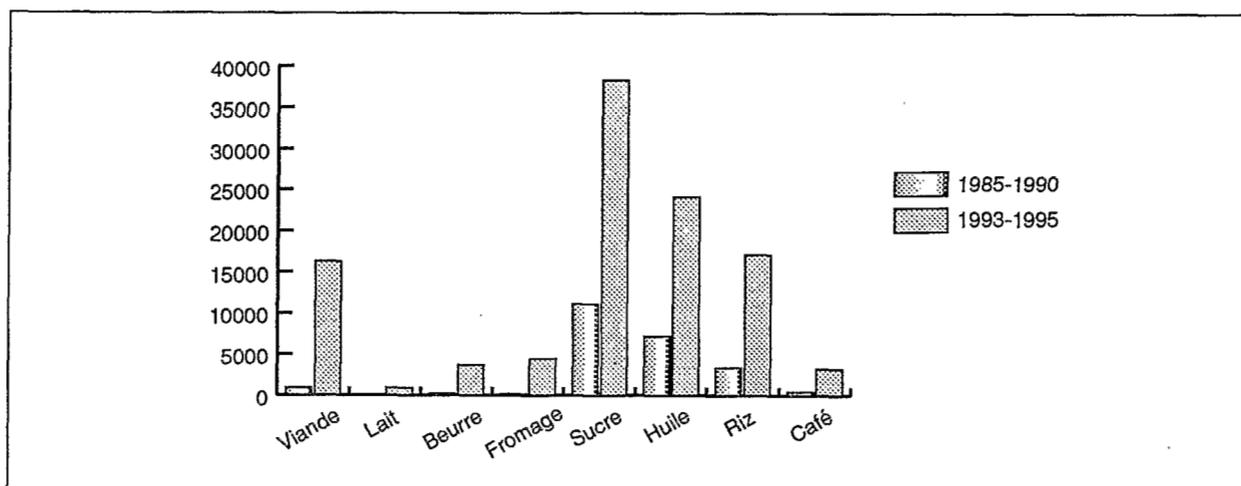
Dans ce cadre, la relance d'un secteur agro-alimentaire de transformation est une nécessité pour l'ensemble de la structure agricole, si l'on veut que les micro-exploitations créées par la réforme foncière se transforment en unités liées à un marché concurrentiel.

Au niveau national, le développement du secteur agro-industriel est aussi une nécessité pour la structure sociale et économique du pays. Il existe en effet une abondance de travail disponible dans le secteur agricole et les IAA sont sans doute une des activités permettant d'en absorber une partie.

La relance du secteur suppose l'existence d'une offre stable et, donc, de prix permettant aux producteurs de s'assurer un revenu minimum. L'organisation des producteurs est probablement importante dans ce contexte.

Tableau 2/Figure 2. Moyenne annuelle des importations albanaises (tonnes)

Période	Viande	Blé + farine	Lait	Beurre	Fromage	Sucre	Huile	Riz	Café
1985-1990	872	24 222	140	204	195	11 139	7 167	3 389	397
1993-1995	16 242	148 929	876	3 692	4 488	38 264	24 010	17 150	3 200



Comme nous l'avons déjà dit – et à la différence de ce qui s'est passé dans les anciens pays communistes –, en Albanie la demande pour les produits alimentaires n'a cessé d'augmenter. Cette expansion du marché nous semble le facteur-clé de la situation nationale. Les agro-industries basées dans le pays devraient pouvoir reconquérir une partie du marché intérieur occupé pendant les premières années de la transition par les importations. Cette demande «garantie» devrait aussi pouvoir permettre d'attirer les investissements étrangers nécessaires pour la modernisation et la mise à niveau du secteur. Ce processus n'a pas vraiment commencé, mais rien n'interdit de penser qu'il se fasse au cours des années à venir.

